

PARCOURS DE FORMATION EMR

LES FONDAMENTAUX

Module 2 : Comptabilité

**C'EST VOUS
L'AVENIR**  **SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

SOMMAIRE

1. LA COMPTABILITE BANCAIRE

- A. Les objectifs de la comptabilité
- B. Les principes comptables fondamentaux
- C. Classe de comptes et bilan bancaire
- D. Comparaison bilan commercial/bilan bancaire
- E. Les postes du bilan à l'actif et au passif
- F. Les postes du hors-bilan
- G. Différences entre French Gaap et normes IFRS
- H. Extrait du Document de référence SG
- I. Présentation du compte de résultat
- J. Les principes de consolidation
- K. Définition des flux comptables : externes/internes/intercos

2. LE PROCESSUS D'ARRETE COMPTABLE

- A. Rappel des missions de DFIN
- B. L'organisation de DFIN
- C. Processus d'arrêté comptable
- D. Chronogramme simplifié de consolidation
- E. Le système d'information
- F. Le calendrier
- G. Le bilan consolidé du groupe
- H. Le compte de résultat du groupe
- I. Le bilan statutaire vs prudentiel
- J. Les utilisateurs du document de référence

3. LIEN ENTRE LA COMPTABILITE ET LES PROCESSUS EMR

- A. Lien entre comptabilité et Gestion du risque de solvabilité
- B. Définition de l'assiette solvabilité
- C. Lien entre comptabilité et gestion du risque de liquidité
- D. Définition de l'assiette liquidité
- E. Schéma simplifié des processus de rapprochements comptables
- F. Les différents bilans produits par EMR

1

LA COMPTABILITÉ BANCAIRE

OBJECTIFS DE LA COMPTABILITÉ

La finalité principale de toute comptabilité est de produire des états financiers.

La comptabilité a pour objectif de produire des états financiers d'une entité visant à fournir une information sur sa situation patrimoniale, son résultat et ses flux de trésorerie à l'intention d'un public composant son environnement (propriétaires, investisseurs, pouvoirs publics, fournisseurs, clients, salariés, banquiers, etc.).

Outre les états financiers, la comptabilité d'une banque doit satisfaire plusieurs besoins (états de gestion interne, états et ratios réglementaires, états fiscaux, etc.).

Les états financiers sont composés:

1. Du bilan.
2. Du hors bilan
3. Du compte de résultat.
4. Et des états annexes qui précisent et complètent l'information financière.

LE BILAN

Le bilan est la photographie du patrimoine de l'entité à un instant T donné généralement appelé date d'arrêté. Il retrace ses avoirs à l'actif et ses engagements au passif.

LE HORS BILAN

Le hors-bilan est constitué des engagements reçus et donnés qui ne font pas l'objet d'une écriture dans le bilan de l'entité.

Ils ne sont pas classés dans le bilan car ils ne donnent pas lieu, à l'origine, à des encaissements ou décaissements.

LE COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat mesure l'enrichissement (bénéfice) ou la paupérisation (perte) de l'entité pendant une période donnée, généralement un exercice de 12 mois. Le résultat de l'exercice influe sur les capitaux propres de l'entité à la hausse (bénéfice) ou la baisse (perte).

PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX

PRINCIPES	DETAILS
Continuité de l'exploitation	L'entité va poursuivre son activité normale à l'issue de l'exercice
Indépendance des exercices	Découpage des exercices pour que charges et produits soient affectés précisément à l'exercice les concernant
Coût historique	Biens achetés: coût d'acquisition; biens obtenus gratuitement: valeur vénale; biens produits: coûts de production
Prudence	Prise en compte de pertes probables
Permanence des méthodes	Mêmes méthodes d'évaluation d'un exercice à l'autre
Bonne information	Informations suffisantes et significatives pour une bonne compréhension des comptes annuels
Importance relative	Mettre en avant les éléments importants du patrimoine
Non-compensation	Évaluation séparée des actifs et passifs ou des produits et charges pour livrer une image fidèle de la réalité de la situation patrimoniale et du résultat de l'entité
Prééminence de la réalité sur l'apparence	Faire apparaître la réalité économique plutôt que l'apparence juridique
Intangibilité du bilan d'ouverture	Le bilan d'ouverture d'un exercice doit être identique au bilan de clôture de l'exercice qui l'a précédé

CLASSES DE COMPTES ET BILAN BANCAIRE

Le bilan bancaire comprend 5 classes de comptes. Chacun de ces comptes est composé d'un actif et d'un passif qui présente une balance entre l'origine des ressources (passif) et leur utilisation (actif). Le bilan fournit une photo du patrimoine de l'entreprise à un instant T.

Classe 1

Les comptes de la classe 1 englobent les **opérations interbancaires**. Il s'agit des opérations de **prêt ou d'emprunt à court terme entre les banques** dans le cadre de la gestion de trésorerie. Quand une banque a des excédents de trésorerie, elle se trouve en position de prêteur net sur le marché interbancaire et inversement.

Classe 2

Les comptes de la classe 2 comprennent les **opérations que la banque réalise avec sa clientèle**. Ici les fonds collectés sont portés au passif et les prêts accordés à l'actif. En 2014, l'encours des crédits aux ménages s'élevait à 1 018,2 milliards d'euros.

Classe 3

Les comptes de classe 3 comprennent les **opérations sur titres**. Il s'agit des interventions qu'une enseigne effectue pour « compte propre » (pour elle-même) sur le marché des capitaux. À l'actif, on trouve les placements de la banque, et au passif la dette émise pour le refinancement.

Classe 4 et classe 5

Les classes 4 et 5 abritent les **biens et valeurs immobilisées** afin de rester dans le patrimoine d'une banque de façon durable. Ils figurent à l'actif. Les provisions et les fonds propres sont rangés au passif.

A ceci se rajoutent les classes 6 (charges) et 7 (produits) pour le compte de résultat.

COMPARAISON ENTRE BILAN COMMERCIAL ET BILAN BANCAIRE

La comptabilité commerciale relève du plan comptable général de 1982 alors que la comptabilité bancaire répond au plan de comptes des établissements de crédit :

COMPTABILITE COMMERCIALE

COMPTABILITE BANCAIRE

BILAN	PCG ACTIF		PCG PASSIF	PCEC ACTIF		PCEC PASSIF
CLASSE1		LIQUIDITE CROISSANTE	CAPITAUX PROPRES ET EMPRUNTS LT ET MT	CAISSE ET OPERATIONS INTERBANCAIRES	LIQUIDITE DECROISSANTE	CAISSE ET OPERATIONS INTERBANCAIRES
CLASSE2	IMMOBILISATIONS			OPERATIONS AVEC LA CILENTELE		OPERATIONS AVEC LA CILENTELE
CLASSE3	STOCKS			OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES		OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES
CLASSE4	CREANCES CLIENTELES		DETTES FOURNISSEURS	VALEURS IMMOBILISEES		
CLASSE5	DISPONIBILITES		CONCOURS BANCAIRES COURANTS			PROVISIONS, CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES

PRC

PCEC

PCI

LES POSTES DU BILAN - ACTIF

1.a. Caisse, banques centrales, CCP: (caisse, banque centrale)

- **Billets et monnaies, chèques, la monnaie électronique** achetée ;
- **Avoirs auprès de la banque centrale**, l'institut d'émission, pouvant être retirés à tout moment ou pour lesquels une durée ou un préavis de 24 heures ou d'un jour ouvrable
- **Bons du Trésor et titres de créances sur des organismes publics**, éligibles aux interventions d'une banque centrale

1.b. Créances sur les établissements de crédit et assimilés : actifs interbancaires

➤ L'**ensemble des créances**, y compris subordonnées des opérations bancaires, sur des établissements de crédit et assimilés.

➤ Les **valeurs reçues en pension et les créances** s'y rapportant effectuées avec des établissements de crédit (exemples: crédits à la consommation; crédits immobiliers; crédits équipements; crédits de trésorerie, etc).

2. Opérations avec la clientèle (opérations clientèles à l'actif)

- Les **créances**, les **créances subordonnées** et les **créances affacturées**, détenues sur des agents économiques autres que les établissements de crédit et assimilés.

- Les **valeurs reçues en pension et les créances** s'y rapportant effectuées avec la clientèle (créances commerciales ; autres concours à la clientèle ; comptes ordinaires débiteurs: (exemples: dépôts à vue, dépôts à terme, compte d'épargne, etc.).

3. Opérations sur titres et opérations diverses à l'actif

➤ **Les obligations et autres titres à revenu fixe** – y compris les titres subordonnés; **les actions et autres titres à revenu variable**, les **parts d'OPCVM** français et étrangers, les **titres de l'activité de portefeuille** figurent dans ce poste.

- **Les actions et autres titres à revenu variable** qui donnent des **droits dans le capital d'une entreprise**.
- **Les actions et autres titres à revenu variable** détenus dans des **entreprises liées**.
- Le **Crédit-bail**, la **location avec option d'achat** et la **location simple** sur les biens mobiliers et immobiliers.

4a. Valeurs immobilisées

➤ **Immobilisations incorporelles** : frais d'établissement; les frais de recherche et de développement, le fonds commercial;

➤ **Immobilisations corporelles** : les terrains, les constructions, les installations techniques, les matériels et outillages, les autres immobilisations corporelles et les immobilisations corporelles en cours;

➤ **Capital souscrit non versé** : partie non appelée, ou non versée bien qu'appelée, du capital souscrit inscrit ;

➤ **Actions propres ou titres de même nature** achetés ou souscrits par l'établissement.

4b. Les autres actifs et 4c. Les comptes de régularisation

- Les **primes d'option achetées**, les **stocks et les créances sur des tiers** qui ne figurent pas dans les autres postes d'actif ;

- La **contrepartie des produits constatés au compte de résultat relatifs à des opérations de hors bilan** – notamment sur titres – et à des engagements sur devises et instruments financiers à terme, les **pertes potentielles sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non encore dénoués**, les **charges à répartir** et les **charges constatées d'avance**.

LES POSTES DU BILAN - PASSIF

1. Caisse, banques centrales, CCP et Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

➤ **Dettes à l'égard de la banque centrale, de l'institut d'émission et de l'office des chèques postaux**, exigibles à vue, ou pour lesquelles une durée ou un préavis de 24 heures ou d'un jour ouvrable est nécessaire;

➤ **Dettes opérations bancaires**, à l'égard d'établissements de crédit à vue et à terme, y compris envers les banques centrales à maturité supérieure à 1 journée.

2. Opérations avec la clientèle

- **Dettes à l'égard des agents économiques**, autres que les établissements de crédit et assimilés y compris les valeurs données en pension, quels que soient le support de l'opération et les dettes à l'égard de l'entreprise cessionnaire dans le cadre de pensions dites livrées sur titres lorsque ces opérations sont effectuées avec la clientèle.

3a. Dettes représentées par un titre

- **Dettes représentées par des titres cessibles** émis par l'établissement
- Figurent notamment à ce poste les **bons de caisse**, les **titres du marché interbancaire** et les **titres de créances négociables**, les **obligations** et **autres titres à revenu fixe** (les bons de caisse ; les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables ; les emprunts obligataires et les autres dettes représentées par un titre.
- Les **primes d'option vendues**, les **dettes se rapportant à des éléments reçus en pension** puis eux-mêmes donnés en pension ou vendus ferme, la **dette représentative de la valeur des titres empruntés**, lorsque les emprunts de titres ne sont pas adossés contre espèces, et les **dettes à l'égard des tiers**.

3b. Comptes de régularisation

La **contrepartie des pertes constatées au compte de résultat** relatives à des opérations de hors bilan – notamment sur titres – et à des engagements sur devises et instruments financiers à terme, les **gains potentiels sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non encore dénoués**, les **produits à répartir** et les **produits constatés d'avance**.

5. Provisions, capitaux propres et assimilés (1/2)

Provisions

- Les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires et des opérations connexes nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise (provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations et des opérations connexes que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine)

Dettes subordonnées

- **Fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés**, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers ;
- **Dépôts de garantie à caractère mutuel**, c'est-à-dire exclusivement les fonds de garantie dont le caractère mutuel résulte de conventions expresses et qui sont remboursables, éventuellement sous conditions, aux clients qui les ont constitués.

Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

- Les fonds pour risques bancaires généraux, ils sont définis comme les montants que l'établissement assujetti décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

5. Provisions, capitaux propres et assimilés (2/2)

Capitaux propres hors FRBG

Capital souscrit ; primes d'émission ; réserves ; écart de réévaluation ; provisions réglementées et subventions d'investissement ; report à nouveau et résultat de l'exercice.

- **Le capital souscrit** correspond à la valeur nominale des actions, parts sociales et autres titres composant le capital social.
- Les **primes d'émission** sont les primes liées au capital souscrit, notamment les primes d'émission, d'apport, de fusion, de scission ou de conversion d'obligations en actions.
- Les **réserves** sont notamment les réserves dotées par prélèvement sur les bénéfices des exercices précédents.
- **L'écart de réévaluation** comprend les écarts constatés lors de la réévaluation d'éléments du bilan.
- Les **provisions réglementées et subventions d'investissement** concerne l'ensemble des provisions réglementées, notamment fiscales ; la partie des subventions d'investissement octroyées à l'établissement qui n'a pas encore été inscrite au compte de résultat.
- Le **report à nouveau** exprime le montant cumulé de la fraction des résultats des exercices précédents, dont l'affectation a été renvoyée par décision des sociétaires, des associés ou des actionnaires. Il comprend également l'impact des changements de méthode qui n'a pas été comptabilisé dans le compte de résultat.
- Le **résultat de l'exercice** enregistre le bénéfice ou la perte de l'exercice.

LES POSTES COMPTABLES DU HORS-BILAN

Le hors-bilan est constitué des engagements reçus et donnés qui ne font pas l'objet d'une écriture dans le bilan de l'entité:

Ces engagements peuvent porter sur des garanties réelles et de sûretés, des engagements sur des transactions futures (achats ou ventes à terme, notionnel de contrats d'échange de taux) ou de financement (engagement de prêts ou d'emprunt) etc.

I. Engagements donnés

Classe	Libellé	Description
1.a	Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés: et en faveur de la clientèle	Les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit et assimilés.
1.b	Engagements de financement en faveur de la clientèle	Les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.
2	Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés et de la clientèle	- Les cautions, avals et autres garanties d'ordre
3	Engagements sur titres	- les titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise - les titres à livrer par l'établissement.

II. Engagements reçus

Classe	Libellé	Description
1	Engagements de financement	les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.
2	Engagements de garantie	les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.
3	Engagements sur titres	- les titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise, - les autres engagements donnés sur titres, notamment les titres à recevoir par l'établissement.

DIVERGENCE ENTRE FRENCH GAAP ET NORMES IFRS

Depuis 2005, les sociétés cotées en Europe doivent établir et publier leurs comptes consolidés en normes comptes internationales IFRS.

Autant, la comptabilité en normes françaises met l'accent sur **l'importance des règles**, la comptabilité en normes internationales s'appuie sur les principes et fait une **prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique** (subsistance over form).

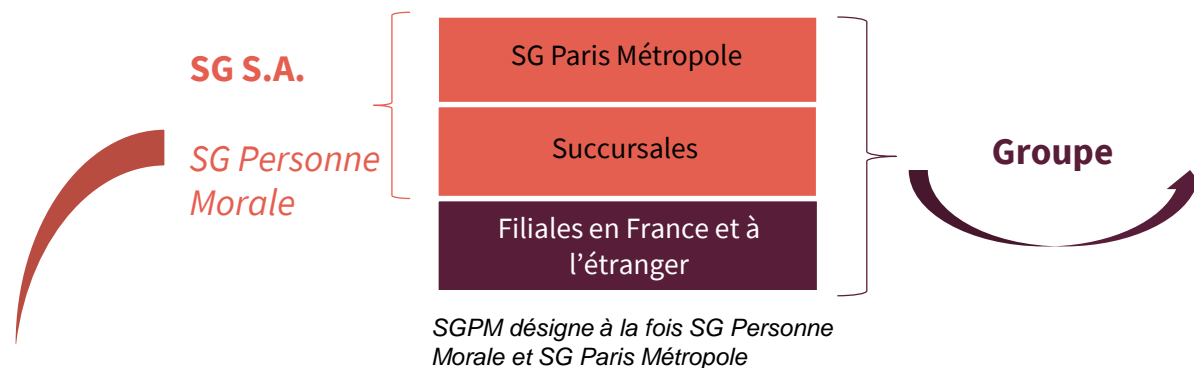
Le plan comptable général (PCG) et le plan de comptes des établissements de crédit (PCEC) sont codifiés par classe (de la classe 1 à la classe 8 et 9 respectivement).

Mais les normes IFRS n'imposent pas de nomenclature de plan de comptes.

Pour les comptes consolidés chaque groupe d'entités possède ses propres plans de comptes consolidés. A la Société Générale ce sont les plans de reportings consolidés (PRC) qui constituent le plan de compte utilisé pour les comptes consolidés.

Il existe des divergences de traitements comptables entre normes françaises et normes IFRS parmi lesquelles on peut citer le traitement comptable des contrats de location (IFRS16), le traitement comptable des soultes sur instruments financiers (IFRS9).

DIVERGENCE FRENCH GAAP ET NORMES IFRS



Normes françaises

✓ Comptes sociaux

✓ Principales caractéristiques

- **Principes comptables** : continuité d'exploitation, coût historique, principe de prudence, non-compensation, indépendance des exercices, intangibilité du bilan d'ouverture, permanence des méthodes
- **Principales utilisations** : Calcul des impôts (IS, TVA, C3S), résultat distribuable, dividende à distribuer, FRU depuis 1^{er} janvier 2018 (normes françaises appliquées au périmètre Groupe)

Normes IFRS

✓ Comptes consolidés

- Obligatoires pour les entités cotées

✓ Objectifs des comptes consolidés

- Présenter le patrimoine d'un groupe, sa situation financière et les résultats de l'ensemble des entités le constituant.
- Présenter le poids économique réel du groupe
- Avoir une vision de l'ensemble du groupe et de sa performance
- Comparer les états financiers des différents groupes

✓ Difficultés pratiques

- Utilisation d'un référentiel commun (gestion des écarts de normes entre les comptes locaux et le référentiel groupe IFRS)
- Périmètre : recensement des entités faisant partie du groupe
- Elimination des opérations réalisées à l'intérieur du groupe
- La norme IFRS ne fournit pas de plan de comptes
- Pas de modèle de bilan ni de compte de résultat.

DOCUMENT DE REFERENCE DU GROUPE SG (EXTRAIT)

DOCUMENT
DE RÉFÉRENCE

2019

SOMMAIRE

1 CHIFFRES CLÉS ET PRÉSENTATION DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	3	5 RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE	247
1.1 Historique	5	5.1 Société générale - RSE en bref	248
1.2 Présentation de Société Générale	6	5.1 La responsabilité sociale d'entreprise, une ambition intégrée dans la stratégie du Groupe	249
1.3 Une stratégie de croissance rentable et responsable, fondée sur un modèle diversifié et intégré	10	5.2 Une culture d'entreprise et des salariés engagés pour les clients	251
1.4 Les métiers du Groupe	15	5.3 Une ambition RSE déclinée dans les métiers du Groupe	268
2 RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE	25	5.4 Une conduite responsable des activités pour compte propre du Groupe	281
2.1 Présentation des principales activités	26	5.5 Note méthodologique	285
2.2 Activité et résultats du Groupe	28	5.6 Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion	288
2.3 Activité et résultats des métiers	30	5.7 Plan de vigilance	291
2.4 Nouveaux produits ou services importants lancés	46	5.8 Table de concordance DPEF	297
2.5 Analyse du bilan consolidé	53		
2.6 Politique financière	55	6 ÉTATS FINANCIERS	299
2.7 Principaux investissements et cessions effectués	59	6.1 États financiers consolidés	300
2.8 Acquisitions en cours et contrats importants	60	6.2 Notes annexes aux états financiers consolidés	308
2.9 Propriétés immobilières et équipements	60	6.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	464
2.10 Événements postérieurs à la clôture	61	6.4 Rapport de gestion de Société Générale	469
2.11 Informations relatives aux implantations et activités au 31 décembre 2018	62	6.5 Comptes annuels	476
3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	65	6.6 Notes annexes aux comptes annuels	478
3.1 Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise	66	6.7 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	526
3.2 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	141	7 ACTION, CAPITAL ET ÉLÉMENTS JURIDIQUES	531
4 FACTEURS DE RISQUES ET ADÉQUATION DES FOND PROPRES	147	7.1 L'action Société Générale	532
4.1 Chiffres clés	148	7.2 Informations sur le capital	535
4.2 Facteurs de risques	150	7.3 Informations complémentaires	540
4.3 Dispositif de gestion des risques	160	7.4 Statuts	542
4.4 Contrôle interne	171	7.5 Règlement intérieur du Conseil d'administration	547
4.5 Gestion du capital et adéquation des fonds propres	178	7.6 Liste des informations réglementées publiées au cours des 12 derniers mois	554
4.6 Les risques de crédit	189	8 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	555
4.7 Les risques de marché	212	8.1 Responsable du Document de référence	556
4.8 Les risques opérationnels	222	8.2 Attestation du responsable du Document de référence et du Rapport financier annuel	556
4.9 Les risques structurels de taux et de change	228	8.3 Responsables du contrôle des comptes	556
4.10 Le risque de liquidité	232	9 TABLES DE CONCORDANCE	557
4.11 Risque de non-conformité, litiges	239	9.1 Tables de concordance	558
4.12 Autres risques	243	GLOSSAIRE	561

Normes comptables
internationales IFRS

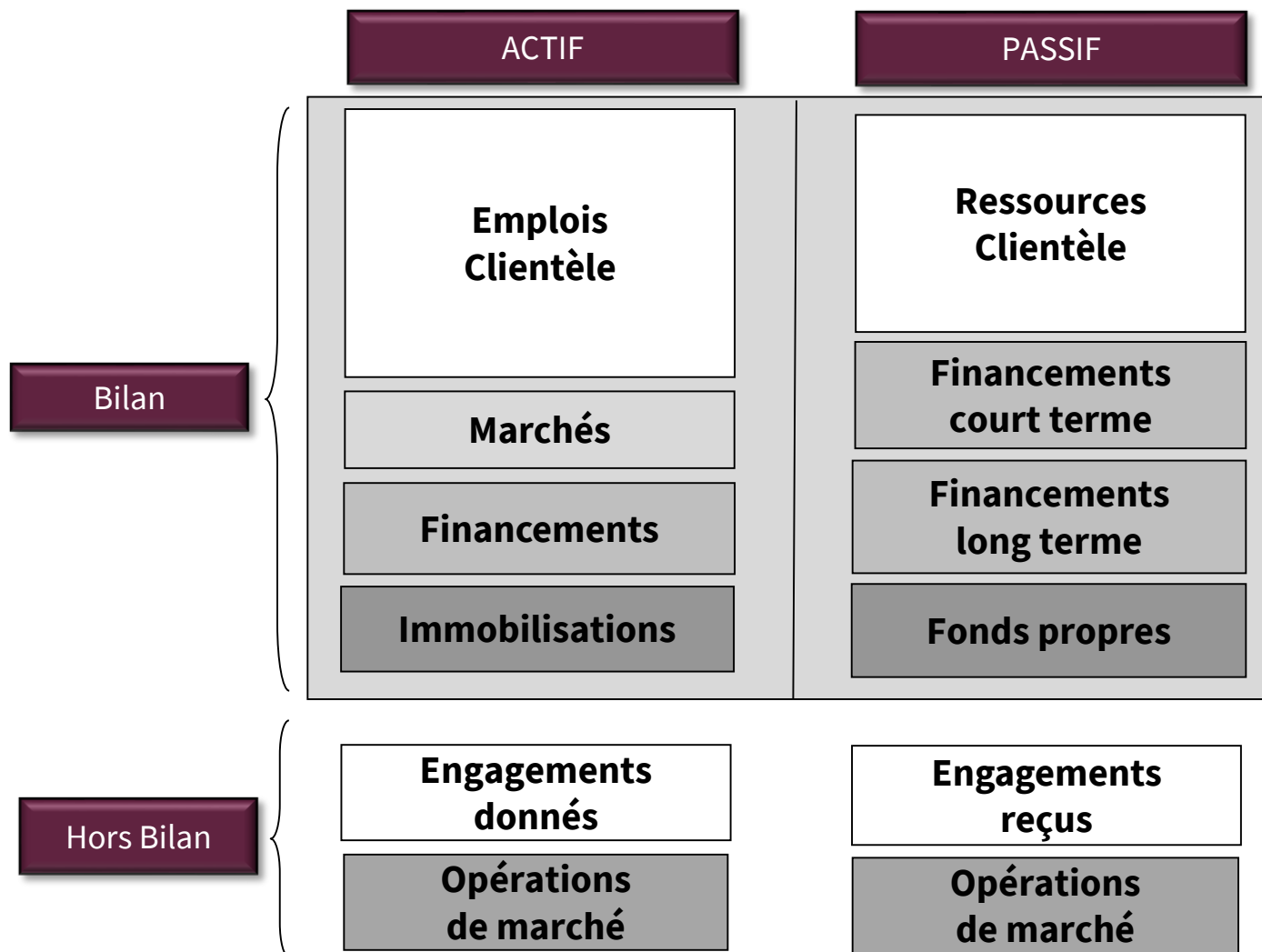
6 ÉTATS FINANCIERS	299
6.1 États financiers consolidés	300
6.2 Notes annexes aux états financiers consolidés	308
6.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	464
6.4 Rapport de gestion de Société Générale	469
6.5 Comptes annuels	476
6.6 Notes annexes aux comptes annuels	478
6.7 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	526

Normes comptables françaises

Source : Société Générale, Document de référence 2019, p1-2

PRESENTATION DU BILAN BANCAIRE

- Le bilan d'une banque contient les postes génériques suivants:



La présentation ci-contre correspond aux normes comptables françaises, et diffère de la présentation des comptes consolidés (en IFRS) dans les états financiers.

DEFINITION DU COMPTE DE RESULTAT

Le **compte de résultat** décrit pour une période déterminée, en général 12 mois :

- les **charges** (dépenses actuelles ou futures et charges calculées non décaissées se rapportant à la période)
- et les **produits** (revenus, gains ou recettes se rapportant à la période).

La **différence positive** entre les produits et les charges est le **bénéfice de la période** ou de l'exercice. La **différence négative** est une **perte**.

Le résultat net de l'exercice sera « déversé » dans les capitaux propres (ou avoirs nets) du bilan qu'il viendra augmenter (s'il est bénéficiaire) ou diminuer (s'il est déficitaire).

Le compte de résultat est « remis à zéro » chaque début de période puisqu'il ne doit comprendre que les charges et produits de cette période.

Alors que le bilan, qui traduit le patrimoine, se cumule en permanence : les soldes à la fin d'un exercice sont reportés au 1er jour de l'exercice suivant.

PRESENTATION DU COMPTE RESULTAT

COMPTABILITE COMMERCIALE	COMPTABILITE BANCAIRE
Ventes de marchandises Production vendue	+ Intérêts et produits assimilés - Intérêts et charges assimilés + Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées - Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées + Produits sur opérations de location simple - Charges sur opérations de location simple + Revenus des titres à revenu variable + Commissions (produits) - Commissions (charges) +/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation +/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés + Autres produits d'exploitation bancaire - Autres charges d'exploitation bancaire
CHIFFRE D'AFFAIRES NETS	PRODUIT NET BANCAIRE
Production stockée Production immobilisée Subvention d'investissement Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges Autres produits	- Charges générales d'exploitation - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles
TOTAL DE PRODUITS D'EXPLOITATION	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION
Achat de marchandises Variation de stocks de marchandises Achat de matière première et autres approvisionnements Variation de stock (matières premières et approvisionnements) Autres achats et charges externes Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales Dotations aux amortissements et aux provisions	- Coût du risque
RESULTAT D'EXPLOITATION	RESULTAT D'EXPLOITATION
Quote part des opérations faites en commun Autres produits Autres charges Produits financiers Charges financières Reprises sur provisions et transferts de charges Dotations aux provisions financières	+/- Gains ou pertes sur actif immobilisés
RESULTAT FINANCIERS	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT
Résultat exceptionnel (produits et charges exceptionnelles) Participations des salariés Impôts sur les sociétés	+/- Résultat exceptionnel - Impôt sur les bénéfices +/- Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	RESULTAT NET DE L'EXERCICE

→ Rémunération des prêts, emprunts, dépôts, obligations, ...

→ Revenus de l'activité de location immobilière : Loyers, revenus des prestation de maintenance, ...

→ Frais de tenue de comptes, commissions sur cartes bancaires, commissions d'arbitrage...

→ Variation de juste valeur des instruments de trading, gains ou pertes de cession sur certains instruments financiers...

→ Charges sociales salaires, loyers payés, contributions payées à l'autorité publique (FRU, taxe bancaire pour risque systémique, ...)

→ Dotations et reprises de provisions sur l'ensemble des risques bancaires (risque de crédit, de contrepartie et opérationnels) et les pertes non provisionnées.



Objectifs généraux de la consolidation

Etablir les comptes consolidés d'un groupe consiste à **présenter son patrimoine, sa situation financière et les résultats** de l'ensemble des entités le constituant comme s'il s'agissait de ceux d'une seule et même entreprise.

La consolidation permet ainsi de :

- Présenter le **poids économique réel du Groupe**
- Avoir une vision de l'ensemble du Groupe et de sa **performance**
- Comparer les états financiers de différents groupes, notamment d'un même secteur.

Ces comptes sont établis et publiés par les groupes de sociétés qui remplissent deux de **3 critères liés à la taille du bilan, au chiffre d'affaires et du nombre de personnel**.

Il existe des règles de consolidation, entre autres éliminations des opérations intercos ou intra-groupe, retraitements d'harmonisation, etc.

Types de transactions ;

- Transactions **internes** : Une transaction est interne si elle est effectuée à l'intérieur d'une entité entre différentes composantes de cette entité.
- Transactions **inter-compagnies** : Une transaction est interco quand elle est effectuée entre les entités d'un même périmètre de consolidation.
- Transactions **externes** : Une transaction est externe quand elle est effectuée entre une entité d'un groupe et une contrepartie en dehors de ce groupe.

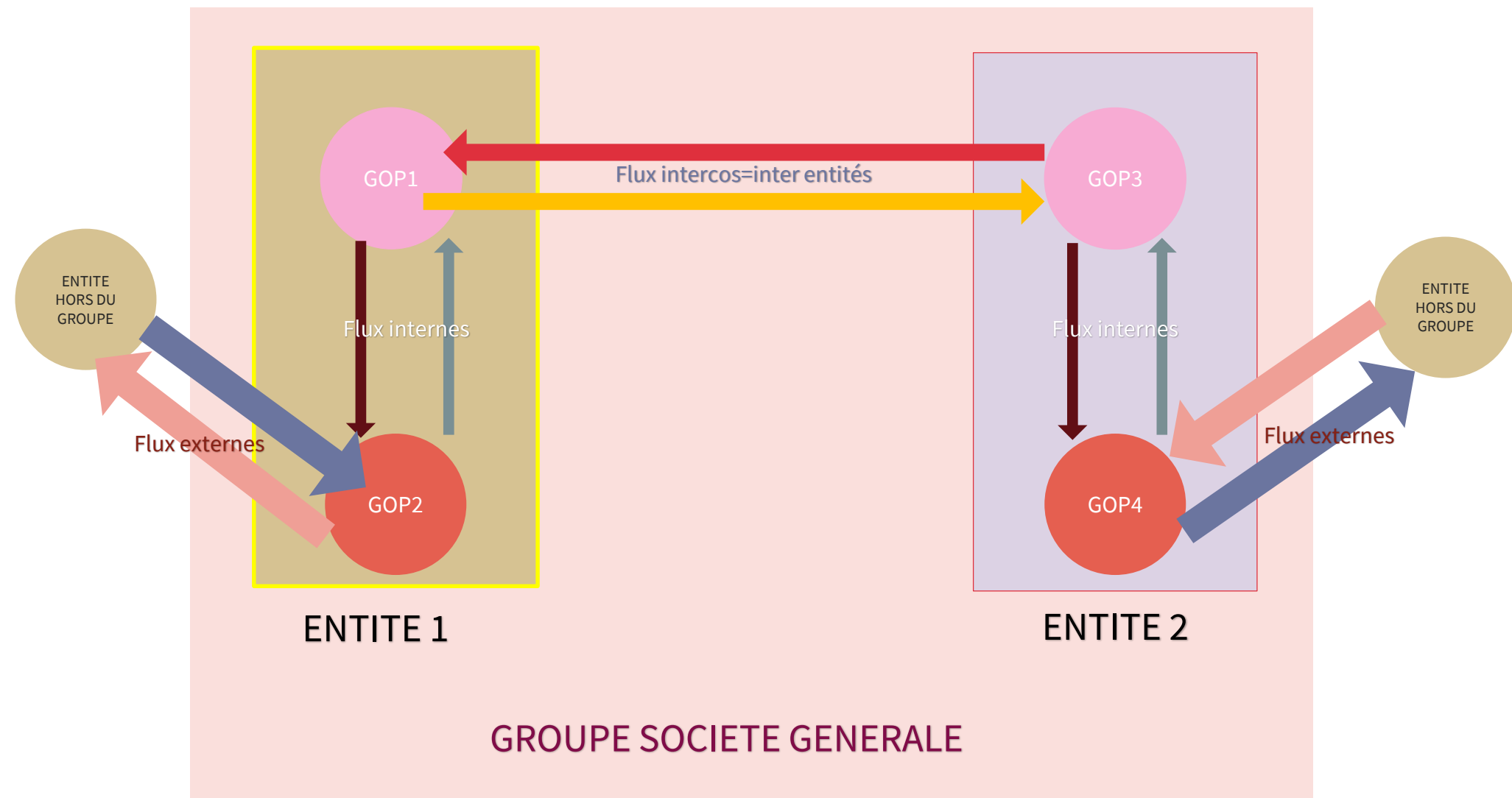
Les comptes sociaux French éliminent pour chaque entité les transactions internes.

Les comptes consolidés éliminent les transactions réciproques (intercos ou intra-groupes).

Dans les établissements financiers, il existe deux types de consolidations :

- **La consolidation statutaire** : qui sert les besoins des états financiers ;
- **La consolidation prudentielle** : qui sert les reportings réglementaires.

FLUX COMPTABLES INTERNES, INTERCOS ET EXTERNES



2

LE PROCESSUS D' ARRÊTÉ COMPTABLE

RAPPEL DES MISSIONS DFIN

Les missions de la Direction financière et du développement du Groupe (DFIN) s'organisent autour de quatre axes stratégiques :

✓ **Stratégie et création de valeur :**

- Contribuer à la définition, la mise en œuvre et la bonne application de la stratégie du Groupe.
- Anticiper les évolutions de l'environnement (marchés, réglementaire, financier, technologies), en évaluer les conséquences et proposer les adaptations nécessaires de la stratégie du Groupe et des métiers,
- Veiller à l'adéquation des ressources à la stratégie, en termes tant financiers qu'humains ou technologiques et mettre en œuvre le financement de cette stratégie.

✓ **Pilotage de la performance :**

- Challenger les résultats et orientations des métiers, sur la base d'indicateurs prédictifs et de benchmarks externes,
- Proposer et suivre les actions correctrices,
- Proposer et mettre en œuvre les outils pertinents de pilotage du Groupe.

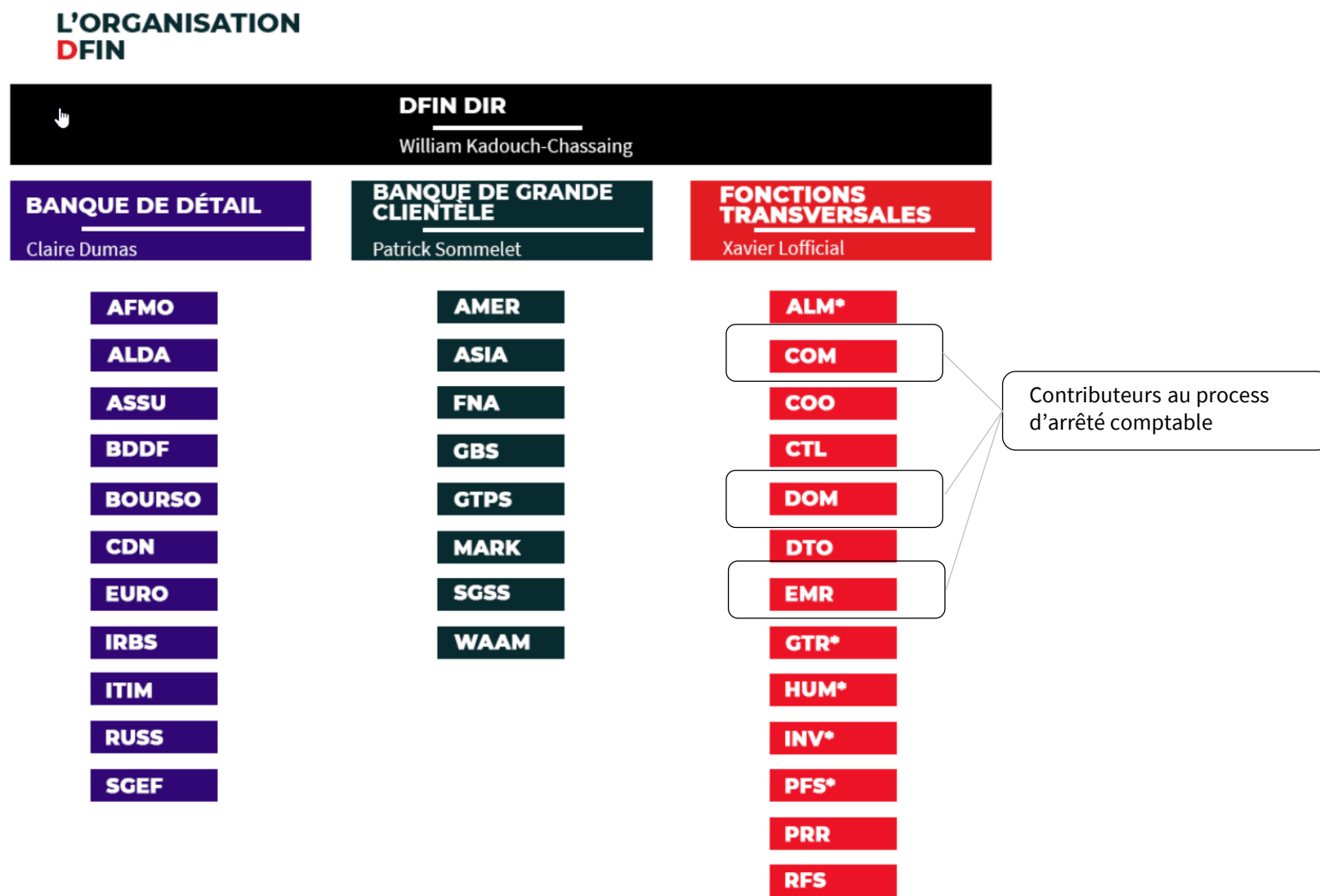
✓ **Conformité et production de l'information financière, sécurité :**

- Fixer les règles et normes du Groupe dans les domaines de la comptabilité, de la gestion financière et prudentielle et de l'information financière,
- Définir, produire et communiquer l'information financière et de gestion à la Direction générale et au COMEX pour le pilotage du Groupe, à la communauté financière et aux régulateurs,
- Veiller à la pertinence et la sécurité financière des décisions

✓ **Optimisation de la fonction Finance :**

- Animer la filière Finance du Groupe et veiller à son efficacité opérationnelle : définir les process communs, définir l'architecture cible du SI, veiller à la cohérence des projets, assurer l'adéquation des RH, diffuser les bonnes pratiques,
- Assister les pôles et les différentes entités du Groupe dans nos domaines d'expertise.

L'ORGANISATION DFIN



Lien intranet: <https://finance.safe.socgen/fr/direction-dfin>

PROCESSUS D'ARRÊTÉ COMPTABLE

Les **arrêtés comptables** s'effectuent **mensuellement, trimestriellement**, et **annuellement**.

Les **entités du groupe**, effectuent leurs **arrêtés comptables au niveau social** en établissant des comptes individuels (bilan, hors bilan, compte de résultat et l'annexe sur leurs opérations effectuées au cours de l'exercice comptable.

Ces opérations peuvent être internes à l'entité, intercos avec d'autres entités du groupe ou externes au groupe.

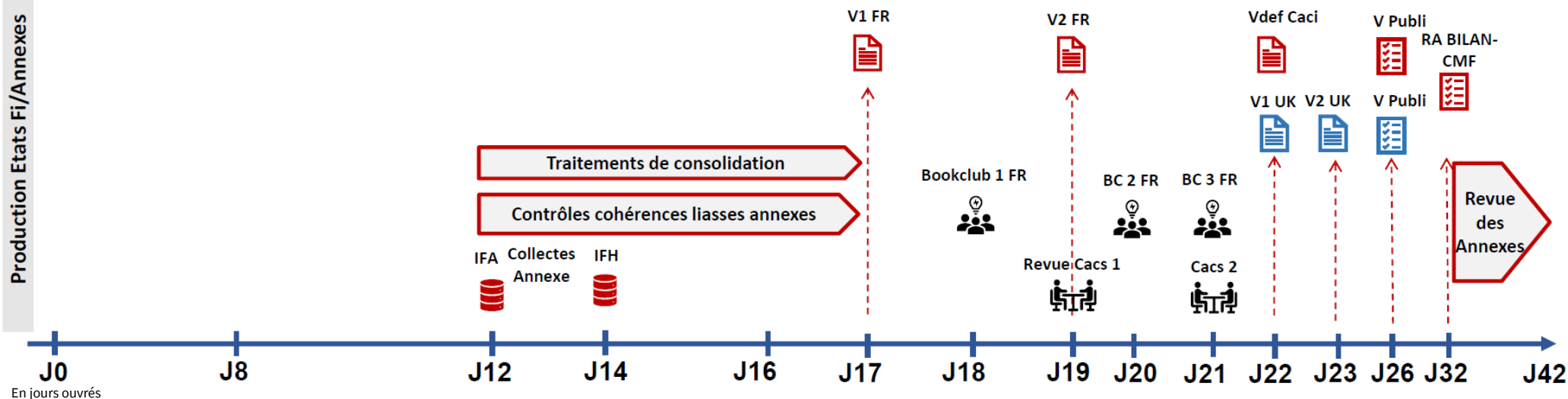
Ensuite **chaque entité dans le périmètre de consolidation du groupe** Société Générale, **remonte sa liasse comptable individuelle au niveau des services de consolidation** du groupe dans l'outil FIGARO.

Des **écritures d'harmonisation, de retraitements et d'élimination intra-groupes** sont faites par les équipes de consolidation comptables DFIN/COM/CCG pour produire les **états financiers du groupe** comme s'il était une entité unique.

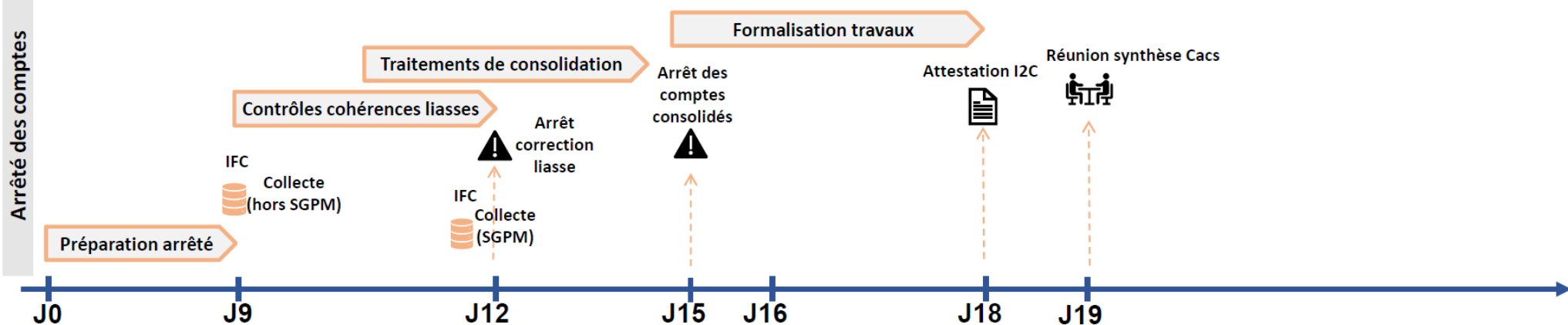
La consolidation du groupe se fait en normes comptables internationales, IFRS, depuis 2005 en application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002.

CHRONOGRAMME SIMPLIFIÉ DE CONSOLIDATION

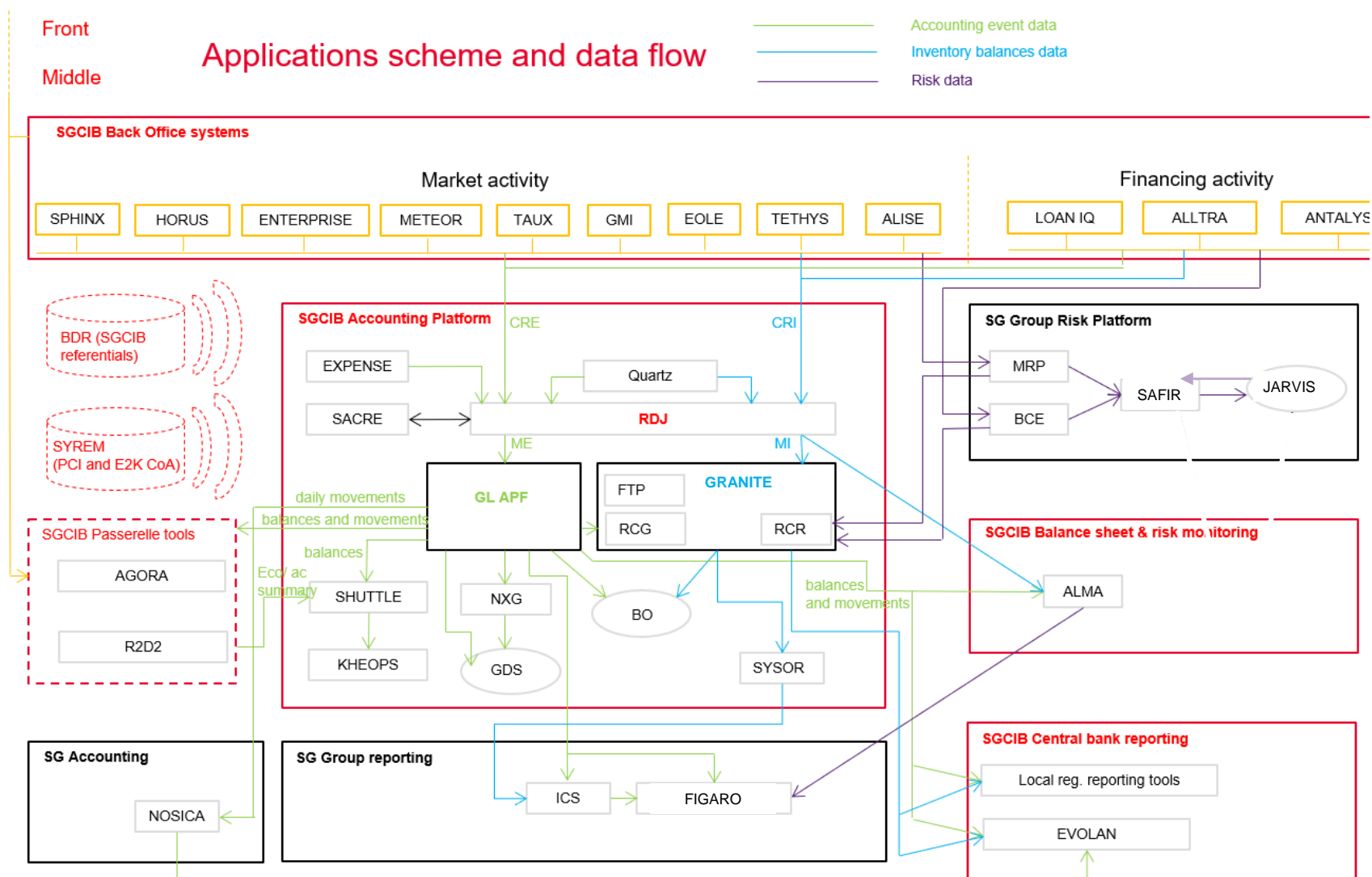
Production Etats Fi/Annexes



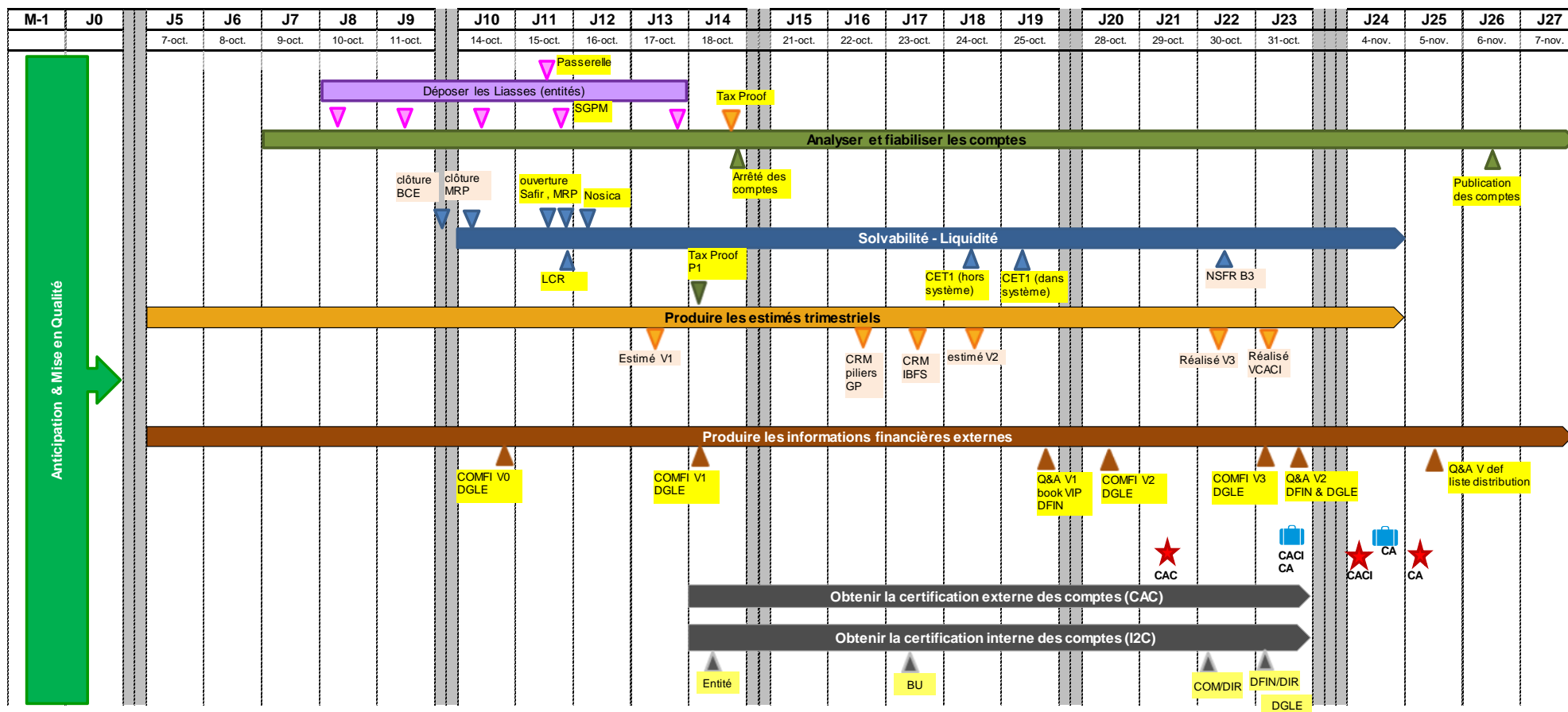
Arrêté des comptes



SYSTÈME D'INFORMATION



CALENDRIER



BILAN CONSOLIDE DU GROUPE

Bilan consolidé du Groupe SG au 31/12/2018

BILAN CONSOLIDE

(ACTIF - Chiffres en Millions d'Euros)	30.06.2019	31.12.2018
Caisse et banques centrales	99 479	96 585
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	420 968	365 550
Instruments dérivés de couverture	17 765	11 899
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	53 124	50 026
Titres au coût amorti	12 151	12 026
Prêts et créances sur les établissements de crédit assimilés, au coût amorti	70 173	60 588
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	438 251	447 229
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	69	338
Placements des activités d'assurance	157 907	146 768
Actifs d'impôts	5 475	5 819
Autres actifs	70 361	67 446
Actifs non courants destinés à être cédés	9 008	13 502
Participations dans les entreprises mises en équivalence	243	249
Immobilisations corporelles et incorporelles ⁽¹⁾	28 986	26 751
Ecart d'acquisition	4 649	4 652
Total	1 388 609	1 309 428

(1) A compter du 1er janvier 2019, en application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe a comptabilisé un actif représentatif des droits d'utilisation des biens loués dans la rubrique « Immobilisations corporelles et incorporelles »

(PASSIF - Chiffres en Millions d'Euros)	30.06.2019	31.12.2018
Banques centrales	7 740	5 721
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	406 254	363 083
Instruments dérivés de couverture	9 703	5 993
Dettes représentées par un titre	127 276	116 339
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	101 269	94 706
Dettes envers la clientèle	412 941	416 818
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7 563	5 257
Passifs d'impôts ⁽¹⁾	1 237	1 157
Autres Passifs ⁽²⁾	82 620	76 629
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	7 070	10 454
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	138 577	129 543
Provisions	4 575	4 605
Dettes subordonnées	14 565	13 314
Total dettes	1 321 390	1 243 619
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres part du Groupe		
Capital et réserves liés	31 353	29 856
Réserves consolidées*	30 042	28 085
Résultat de l'exercice*	1 740	4 121
Sous-total	63 135	62 062
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(643)	(1 036)
Sous-total capitaux propres part du Groupe	62 492	61 026
Participations ne donnant pas le contrôle	4 727	4 783
Total capitaux propres	67 219	65 809
Total	1 388 609	1 309 428

* Montants retraités à la suite de la première application de l'amendement à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ».

(1) Depuis le 1er janvier 2019, les provisions fiscales relatives à l'impôt sur les bénéfices sont présentées dans la rubrique « Passifs d'impôts » à la suite de l'entrée en vigueur d'IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ».

(2) A compter du 1er janvier 2019, en application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe a comptabilisé dans la rubrique « Autres passifs » une dette locative représentative de l'obligation de paiement des loyers.

Source : Société Générale, Document de référence 2019, p300-301

COMPTE DE RÉSULTAT DU GROUPE

Compte de résultat du Groupe SG au 31/12/2018

(En M EUR)		2018	2017
Intérêts et produits assimilés	Note 2.5	24 106	14 879
Intérêts et charges assimilées	Note 2.5	(23 778)	(15 249)
Revenus des titres à revenu variable	Note 2.1	2 933	2 105
Commissions (produits)	Note 3.1	4 286	4 165
Commissions (charges)	Note 3.1	(1 527)	(1 359)
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	Note 2.1	4 397	5 955
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	Note 2.1	140	404
Autres produits d'exploitation bancaire ⁽¹⁾		21 747	22 558
Autres charges d'exploitation bancaire ⁽¹⁾⁽²⁾		(21 695)	(23 519)
Produit net bancaire		10 609	9 939
Frais de personnel	Note 4.1	(4 908)	(5 307)
Autres frais administratifs ⁽³⁾		(4 128)	(3 855)
Dotations aux amortissements		(427)	(445)
Résultat brut d'exploitation		1 146	332
Coût du risque	Note 2.6	(69)	(665)
Résultat d'exploitation		1 077	(333)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	Notes 2.1 & 7.2	32	1 024
Résultat courant avant impôt		1 109	691
Impôt sur les bénéfices	Note 5	616	109
Résultat Net		1 725	800
Résultat par action	Note 6.3	2,15	1,00
Résultat dilué par action		2,15	1,00

Une information sur les honoraires des Commissaires aux comptes est mentionnée dans les notes annexes aux comptes consolidés du groupe Société Générale ; en conséquence, cette information n'est pas fournie dans les notes annexes aux comptes annuels de Société Générale.

(1) Dans le cadre de ses activités de mainteneur de marché sur les instruments dérivés de matières premières, Société Générale peut être amené à détenir des stocks physiques de matières premières. Les charges et produits afférents à ces stocks sont comptabilisés parmi les Autres Produits et Autres charges d'exploitation bancaire. Au titre de 2018, figurent en produits un montant de 21 323 M EUR (22 459 M EUR en 2017) et en charges un montant de 21 391 M EUR (22 369 M EUR en 2017).

(2) Lors de l'année 2017, les charges relatives aux autres activités incluaient, pour 963 M EUR, la contre-valeur de l'indemnité de 813,26 M GBP découlant de l'accord transactionnel conclu par Société Générale et la Libyan Investment Authority.

(3) Dont 349 M EUR au titre de la contribution 2018 au Fonds de Résolution Unique (FRU) (296 M EUR en 2017).

Source : Société Générale, Document de référence 2019, p477

LE BILAN STATUTAIRE VERSUS PRUDENTIEL (1/2)

Le **bilan comptable prudentiel** est produit par DFIN/COM/CCG en appliquant des retraitements sur le bilan comptable statutaire, et qui portent principalement sur le **retraitement des entités exclues du périmètre prudentiel** (entités d'assurance) et la **réintégration des opérations intragroupe liées à ces entités**.

La notion de prudentiel fait référence au contrôle prudentiel de l'ACPR (l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution affiliée à la Banque de France) sur l'activité du secteur bancaire pour prévenir et résoudre les risques de faillite et de crise financière systémique conformément aux règles édictées par le comité de Bâle.

Les assurances y sont exclues car elles sont régies par des règles différentes de celles applicables aux banques (Solvency2 pour les assurances, Bâle3 pour les banques).

TABEAU 2 : RAPPROCHEMENT DU PÉRIMÈTRE STATUTAIRE ET DU PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL DU BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF au 31.12.2018 (en M EUR)	Bilan consolidé	Retraitements liés aux assurances ⁽¹⁾	Retraitements liés aux méthodes de consolidation	Bilan consolidé sous périmètre prudentiel
Caisse et banques centrales	96 585	(0)	0	96 585
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	365 550	9 736	(0)	375 286
Instruments dérivés de couverture	11 899	32	-	11 931
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	50 026	(0)	-	50 026
Titres au coût amorti	12 026	-	-	12 026
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	60 588	-	150	60 738
<i>dont prêts subordonnés bancaires</i>	91	-	-	91
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	447 229	1 539	213	448 981
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	338	-	-	338
Placements des activités d'assurance	146 768	(146 768)	-	0
Actifs d'impôts	5 819	(143)	0	5 676
<i>dont actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles</i>	2 895	-	(816)	2 079
<i>dont actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles</i>	1 858	-	762	2 620
Autres actifs	67 446	(2 396)	56	65 106
<i>dont actifs de fonds de pension à prestations définies</i>	76	-	-	76
Actifs non courants destinés à être cédés	13 502	3	-	13 505
Participations dans les entreprises mises en équivalence	249	3 569	(68)	3 750
Immobilisations corporelles et incorporelles	26 751	(152)	0	26 599
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	2 198	-	(132)	2 066
Écarts d'acquisition	4 652	(325)	-	4 327
TOTAL ACTIF	1 309 428	(134 905)	351	1 174 874

(1) Retraitement des entités exclues du périmètre prudentiel et réintégration des opérations intragroupe liées à ses entités

PASSIF au 31.12.2018 (en M EUR)	Bilan consolidé	Retraitements liés aux assurances ⁽¹⁾	Retraitements liés aux méthodes de consolidation	Bilan consolidé sous périmètre prudentiel
Banques centrales	5 721	-	-	5 721
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	363 083	2 472	-	365 555
Instruments dérivés de couverture	5 993	8	-	6 001
Dettes représentées par un titre	116 339	1 757	-	118 096
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	94 706	(2 966)	(30)	91 710
Dettes envers la clientèle	416 818	1 529	40	418 387
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 257	-	-	5 257
Passifs d'impôts	1 157	(333)	0	824
Autres passifs	76 629	(6 996)	341	69 974
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	10 454	58	-	10 512
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	129 543	(129 543)	-	0
Provisions	4 605	(12)	-	4 593
Dettes subordonnées	13 314	139	-	13 453
<i>dont titres subordonnés remboursables y compris réévaluation des éléments couverts</i>	12 730	139	-	12 869
TOTAL DES DETTES	1 243 619	(133 887)	351	1 110 083
Capitaux propres part du Groupe	61 026	(203)	-	60 823
<i>dont capital et réserves liées</i>	19 995	0	(0)	19 995
<i>dont autres instruments de capitaux propres</i>	9 109	0	-	9 109
<i>dont bénéfices non distribués</i>	3 448	0	-	3 448
<i>dont autres éléments du résultat global accumulés (Y compris gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres)</i>	24 610	(203)	(0)	24 407
<i>dont résultat de l'exercice</i>	3 864	0	-	3 864
Participations ne donnant pas le contrôle	4 783	(815)	-	3 968
TOTAL CAPITAUX PROPRES	65 809	(1 018)	-	64 791
TOTAL PASSIF	1 309 428	(134 905)	351	1 174 874

(1) Retraitement des entités exclues du périmètre prudentiel et réintégration des opérations intragroupes liées à ses entités

Source : Société Générale, Document de référence 2019, p180

LE BILAN STATUTAIRE VERSUS PRUDENTIEL (2/2)

Liste des entités d'assurance au Q4 2018

TABEAU 3 : ENTITÉS EXCLUES DU PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL

Société	Activité	Pays
Antarius	Assurance	France
ALD RE Designated Activity Company	Assurance	Irlande
Catalyst RE International LTD	Assurance	Bermudes
Société Générale Strakhovanie Zhizni LLC	Assurance	Russie
Sogelife	Assurance	Luxembourg
Genecar - Société Générale de Courtage d'Assurance et de Réassurance	Assurance	France
Inora Life LTD	Assurance	Irlande
SG Strakhovanie LLC	Assurance	Russie
Sogecap	Assurance	France
Komerční Pojistovna A.S.	Assurance	République tchèque
La Marocaine Vie	Assurance	Maroc
Oradea Vie	Assurance	France
Société Générale RE SA	Assurance	Luxembourg
Sogessur	Assurance	France
Société Générale Life Insurance Broker SA	Assurance	Luxembourg
SG Reinsurance Intermediary Brokerage, LLC	Assurance	USA
La Banque Postale Financement	Banque	France
SG Banque au Liban	Banque	Liban
Banque Pouyanne	Banque	France

- Source : Société Générale, Document de référence 2019, p182

UTILISATEURS DU DOCUMENT DE REFERENCE

Utilisateurs de l'information financière publiée dans le document de référence (DDR)

AMF – ESMA / EBA

Autorité de contrôle Prudentiel et de résolution

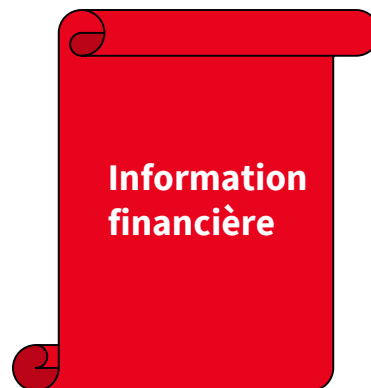
Banque Centrale Européenne

Administration fiscale

Agence de rating

Analystes financiers

Journalistes / ONG



Direction générale

IRP

Salariés

Clients

BU Business units

SU Service units

DFIN/EMR

DFIN/PRR

DFIN/INV,etc

Actionnaires

Investisseurs

3

LIEN ENTRE LA COMPTABILITÉ ET LES PROCESSUS EMR

LIEN ENTRE COMPTABILITÉ ET GESTION DU RISQUE DE SOLVABILITÉ

Après la crise de 2008 et le G20 de Pittsburg de septembre 2009, le comité de Bâle, a élaboré les **règles prudentielles et de résolution bancaire** (Accords de Bâle 3) dans le but **d'améliorer la stabilité du système financier international** et la **résilience des banques** en période de crises financières systémiques.

Bâle 3 régle, entre autres, le **niveau des fonds propres réglementaires** des banques en fonction des risques qu'elles encourent par la **mise en place de ratios prudentiels**.

Pour la gestion du risque de solvabilité, les ratios de solvabilité rapprochent les fonds propres réglementaires aux actifs pondérés par les risques, RWA. Ils obéissent à des niveaux minimum de détention de fonds propres eu égard aux risques encourus (exemple le ratio Core Equity Tier 1, CET1).

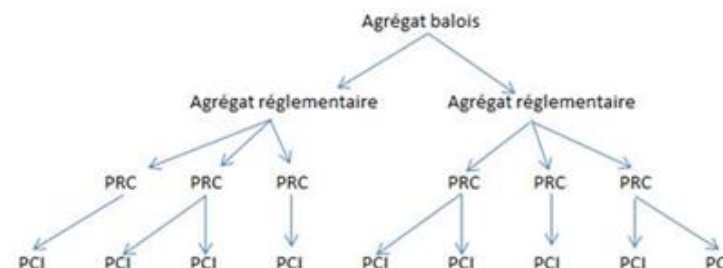
Les **règles prudentielles étant différentes des règles comptables**, un travail de **rapprochement** est nécessaire **entre les bases risques SAFIR et comptables FIGARO**.

La mise en qualité de l'assiette est réalisée au travers d'un **processus de cohérence comptable solvabilité**, qui consiste à vérifier que l'assiette de calcul des exigences en fonds propres couvre l'ensemble des engagements présentés dans les états financiers du Groupe, et se décline en 3 niveaux :

Niveaux	Responsabilité	Objectifs	Corrections
1	Entités	Rapprochement des bases risques et des bases comptables locales (maille comptabilité sociale)	Identification (et correction lorsque possible) des écarts avant la transmission des données au niveau central
2	Entités/BU	Rapprochement des encours issus des bases risques centrales des encours comptables issus des liasses des entités destinées à la consolidation Groupe.	Correction des écarts identifiés par ajustements manuels
3	Direction financière	Pondération des écarts résiduels	

DEFINITION DE L'ASSIETTE SOLVABILITÉ

- ✓ Le **calcul du risque de crédit** est basé sur des **données de gestion** (assiette risque) **rapprochées des données comptables** (assiette comptable).
- ✓ **Assiette risque**
 - L'assiette risque correspond aux encours sur lesquels se fondent les calculs réglementaires et qui sont collectés par les applications de gestion (BCE, Maille Contrat et MRP). Elle contient également des données comptables pour matérialiser les comptes de régularisation et les immobilisations.
 - Le paramétrage n-uplets, défini par DFIN/EMR/QAP/PIA, permet de regrouper les encours de la chaîne risque dans les agrégats réglementaires et agrégats Bâle III. Il se base sur 5 critères :
 - **Code produit** : correspond au type d'engagement pris par la contrepartie
 - **CTR (catégorie tiers réglementaire)** : donnée associée à chaque contrepartie référencée du groupe SG. Les 25 CTR ont été regroupées dans les 4 familles clients comptables au niveau 2.
 - **Type de montant** : nominal tiré, nominal non tiré, intérêts, montant titres AFS, etc.
 - **Etape de provisionnement** : statut sain (étape 1 ou 2) ou douteux (étape 3) de l'opération
 - **Classification IFRS9** : permet de distinguer la méthode de comptabilisation de la transaction.
 - Ce paramétrage est mis à jour en fonction des besoins prudentiels et des analyses de qualité de données.
- ✓ **Assiette comptable**
 - L'assiette comptable correspond aux encours intégrés dans les systèmes d'information comptables, faisant foi en terme d'exactitude et servant de base au calcul des risques pondérés. Ces données sont classées par agrégats réglementaires (mapping à partir des numéros de comptes), ce qui permet de les rapprocher des données de gestion.
 - Le plan de compte suit une structure pyramidale (REDFIN) :
 - Chaque Agrégat Bâlois est mappé à un ou plusieurs agrégats Réglementaire.
 - Chaque Agrégat Réglementaire est mappé à un ou plusieurs PRC
 - Chaque PRC est mappé à un ou plusieurs PCI (pour SGPM).



LIEN ENTRE COMPTABILITÉ ET GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITE

L'arrêté du 05 mai 2009, institue les règles de gestion du risque de liquidité dans les banques en France.

Les banques qui n'ont pas de modèle interne de gestion de la liquidité se basent sur un modèle standard de gestion du risque de liquidité avec leurs données comptables pour calculer les ratios réglementaires de liquidité (LCR, NSFR, etc.).

Les grandes banques comme la Société Générale, le Crédit Agricole ou BNP Paribas, considérées comme d'importance systémique, possèdent des modèles avancés de gestion du risque de liquidité qui sont internes et propres à elles.

Ces modèles avancés de gestion de liquidité dans les banques peuvent prendre la comptabilité comme référence et **la banque doit pouvoir expliquer les écarts entre les données qui servent de calcul aux métriques de liquidité et les données comptabilisées.**

A la Société Générale, DFIN/EMR produit les métriques de liquidité (équipes DFIN/EMR/MET) et fait un travail de rapprochement entre données utilisées pour leur calcul (majoritairement des données de gestion) et les données comptabilisées au niveau Groupe et par BU (équipe DFIN/EMR/QAP/PIA). Ce rapprochement, connu sous le nom de cohérence comptable, est effectué à trois niveaux pour identifier, expliquer et corriger autant que possible les divergences constatées (périmètre prudentiel) :

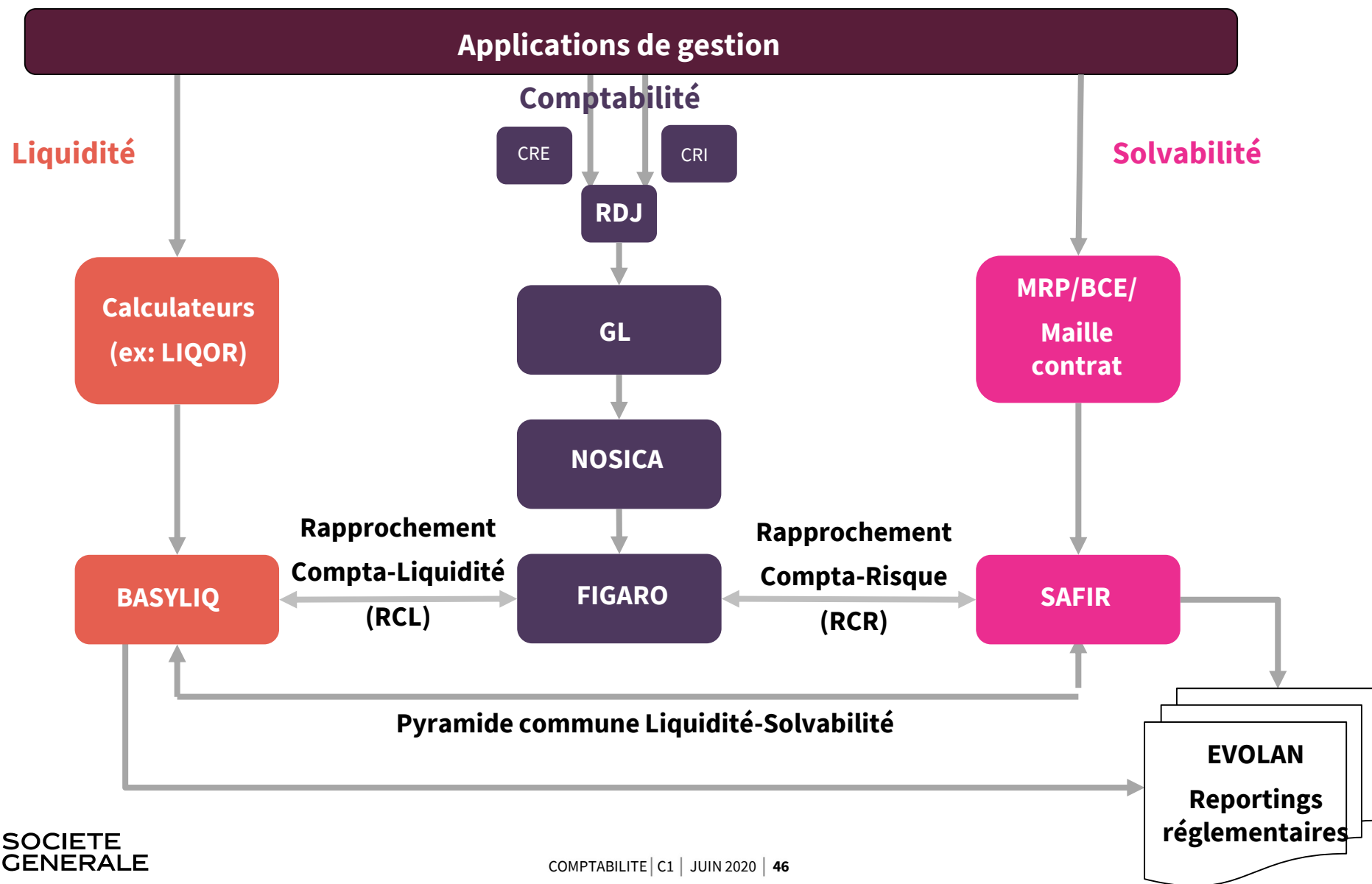
Niveaux	Responsabilité	Définition	Objectif
LAC1	Entités	Rapprochement Comptabilité Liquidité au niveau le plus fin, à savoir niveau transactionnel pour les transactions financières, niveau compte pour le non transactionnel	Visé à contrôler les données d'assiettes contractuelles de liquidité avec la comptabilité locale.
LAC2	DFIN/EMR/EBS (sur les entités GBIS européennes) SGSC/CEN/DFN/EMR (sur les entités GBIS ASIE et AMER) DFIN/EMR (SG Paris)	Rapprochement Comptabilité Liquidité au niveau entité juridique	Visé à rapprocher les données d'assiettes contractuelles de liquidité présentes dans BASYLIQ aux liasses sociales publiées par les entités dans FIGARO.
LAC3	Direction financière	Rapprochement Comptabilité Liquidité au niveau Groupe	Visé à rapprocher les données d'assiettes contractuelles de liquidité présentes dans BASYLIQ aux comptes consolidés du Groupe extraits de FIGARO.

DEFINITION DE L'ASSIETTE LIQUIDITÉ



- ✓ Le risque de liquidité est calculé à partir de données intégrées dans l'outil BASYLIQ (Base de Synthèse Liquidité), qui sont principalement des données de gestion et qui sont ensuite comparées aux données comptabilisées.
- ✓ **Assiette liquidité**
 - Les assiettes de liquidité sont composées des données BASYLIQ, représentées selon un format unique : Agrégat Bilancier de Liquidité (ABL)
 - En filière gestion, les ABL sont produits par les BU / Entités alimentant BASYLIQ
 - En filière fond de carte, les ABL sont constitués par BASYLIQ à partir de la phase IFT (données comptables issues des liasses Transfo FIGARO) et de données complémentaires.
 - L'ensemble des ABLs couvre la totalité du bilan et du hors bilan des entités juridiques du périmètre Groupe Liquidité et constituent une source unique d'information pour le calcul de toutes les assiettes, métriques & indicateurs de pilotage produits par BASYLIQ.
 - Le paramétrage n-uplets, permet de regrouper les données de liquidité dans des agrégats bilanciers. Il se base sur 5 critères :
 - Code produit : correspond au type d'engagement pris par la contrepartie
 - CTR (catégorie tiers réglementaire) : donnée associée à chaque contrepartie référencée du groupe SG. Les 25 CTR ont été regroupées dans les 4 familles clients comptables au niveau 2.
 - Type de montant : nominal tiré, nominal non tiré, intérêts, montant titres AFS, etc.
 - Etape de provisionnement : statut sain (étape 1 ou 2) ou douteux (étape 3) de l'opération
 - Classification IFRS9 : permet de distinguer la méthode de comptabilisation de la transaction.
- ✓ **Assiette comptable**
 - Les données comptables intégrées dans BASYLIQ et servant de référence aux travaux de cohérence comptable sont issues des liasses Segment (IFA) et Conso (IFC) publiées dans FIGARO.
 - Ces données sont classées par agrégats bilanciers (mapping à partir des numéros de comptes PRC), ce qui permet de les rapprocher des données de liquidité.

SCHEMA SIMPLIFIÉ DES PROCESSUS DE RAPPROCHEMENTS COMPTABLES



LES DIFFERENTS BILANS PRODUITS PAR EMR

1. Le bilan par lignes métiers

DFIN/EMR/QAP/PIA produit le Bilan par Lignes Métiers (BLM) du Groupe en trimestriel.

(En M EUR)		Q3 2019		Q2 2019		Variations	
Ligne métier	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF	
GLBA	115 680	22 577	117 592	25 363	(1 913)	(2 786)	
GP	113 672	261 774	109 737	252 394	3 935	9 381	
GTPS	13 049	26 342	14 589	27 034	(1 540)	(692)	
IBFS	334 040	259 201	332 806	258 615	1 234	586	
MARK	521 161	498 580	501 698	481 662	19 463	16 918	
OTHER GBIS	2 537	1 363	2 932	1 094	(395)	268	
RBDF	229 918	223 521	226 825	222 229	3 093	1 292	
SGSS	7 582	24 483	9 616	29 110	(2 034)	(4 627)	
WAAM	34 354	23 181	33 614	23 235	739	(53)	
Total BLM	1 371 993	1 341 022	1 349 410	1 320 735	22 583	20 287	
Non alloués	38 436	69 407	39 199	67 874	(763)	1 533	
Total Bilan Consolidé	1 410 429	1 410 429	1 388 609	1 388 609	21 820	21 820	

Il se base sur les données de liasses segment (IFA) de FIGARO, qui présentent le bilan des entités par lignes métiers.

NB : dans FIGARO, il n'y a qu'une vingtaine d'entités déclarées multi lignes métiers et qui ont donc l'obligation de renseigner la liasse IFA (ex : SG Paris), les autres sont paramétrées sur des lignes métiers par défaut (la liasse IFA est alors une copie de la liasse IFC)

Les données du BLM sont ensuite utilisées par DFIN/EMR dans le cadre de la production notamment : du bilan économique, du wholesale funding et de la cohérence compta-liquidité.

Bilan par Ligne Métier (BLM)

Besoin • Pilotage interne

Client • PFS
• FIND
• GBI
• Ligne métier
• DFIN/EMR

Fréquence Trimestrielle

Délai d'envoi • Jo+18

Périmètre de production Groupe SG (statutaire)

Contraintes Mise à disposition phase IFA par DOM/ACR + Ecritures chez CCG

Outil • Basalt (module de Granite)
• Figaro
• GL
• Starware

Equipe de production DFIN/EMR/QAP/PIA

LES DIFFERENTS BILANS PRODUITS PAR EMR

2. Le bilan économique

Le Bilan économique se base sur les liasses segment (IFA) et conso (IFC) de FIGARO, et présente le bilan comptable du Groupe (statutaire) par agrégats de bilan économique (définis par DFIN/PFS) après application de retraitements de gestion (non reproduits en comptabilité).

Bilan économique au Q3 2019

Row Labels	Variations	T2-19	T3-19	T3-19	T2-19	Variations	Row Labels
GBEA201_Dérivés (actif) L2 Total	18	164	182	177	164	14	GBEP201_Dérivés (passif) L2 Total
GBEA202_Assurances (actif) Total	3	159	163	163	159	3	GBEP202_Assurances (passif) Total
GBEA203_Autres actifs Total	7	97	103	100	93	6	GBEP203_Autres passifs Total
GBEA204_Reverse repo Total	1	172	173	123	131	-8	GBEP204_Repo L2 Total
GBEA205_Prêts/emprunts de titres (actif) L2 Total	-3	15	12	50	50	0	GBEP205_Prêts/emprunts de titres (passif) L2 Total
GBEA206_Caisse et Banques Centrales Total	-5	99	95	1	3	-1	GBEP206_Banques centrales Total
GBEA207_Actifs interbancaires Total	-2	35	33	64	65	-1	GBEP210_Endettement wholesale CT Total
GBEA208_Portefeuille titre - Trading L2 Total	-3	92	89	188	182	7	GBEP211_Endettement wholesale LT Total
GBEA209_Portefeuille titre - Hors trading L2 Total	4	66	67			0	
GBEA210_Crédits Total	4	447	450	478	477	1	GBEP209_Dépôts Total
GBEA299_Actifs LT Total	4	42	43	66	64	1	GBEP212_Equity L2 Total
TOTAL	22	1,389	1,410	1,410	1,389	22	TOTAL
		T2-19 - ACTIF	T3-19 - ACTIF	T3-19 - PASSIF	T2-19 - PASSIF		

Usages :

- ✓DFIN/PFS : Communication Financière, Q&A, Ratio de Levier groupe (en concomitance avec les travaux de MET) depuis l'outil GIZEH, Gestion du bilan, Trajectoire à MT/LT, etc
- ✓DFIN/GTR/FUN : Présentation du stock de dettes du groupe par type de dettes , par échéance pour la Com FI
- ✓DFIN/GTR/LRM: Pour la Com FI et le GFC (Global Funding Committee) . Focus sur les dépôts , titres HQLA etc...
- ✓DFIN/EMR/MET: Ratio de Levier, Production du NSFR par BU (agrégat autres actifs et actifs LT)
- ✓DFIN/MAR/SAO : Analyse de la consommation du Bilan par BU, nettings,etc
- ✓MARK/TRD/SRC: Challenger le ratio de levier MARK et pour le FRU (Fonds de Résolution Unique), focus sur les repos reverse repos, les comptes nostro ,réponses aux questions BCE

Bilan économique

Besoin	<ul style="list-style-type: none"> Pilotage interne Besoin COMFI
Client	<ul style="list-style-type: none"> PFS GBI GTR Ligne métier DFIN/EMR
Fréquence	Trimestrielle
Délai d'envoi	<ul style="list-style-type: none"> Jo+18
Périmètre de production	Publication sur le Groupe SG
Contraintes	Attente de production du Wholesale Funding
Outil	<ul style="list-style-type: none"> FIGARO, MACRO EXCEL, REDFIN GIZEH
Equipe de production	DFIN/EMR QAP/PIA

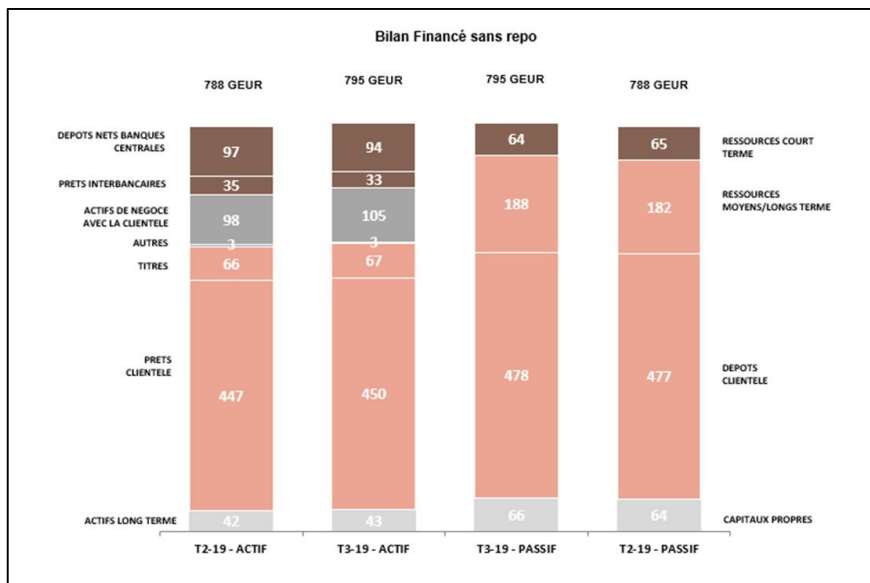
LES DIFFERENTS BILANS PRODUITS PAR EMR

3. Le bilan Financé

Le « bilan fundé » est utilisé pour analyser la structure de financement du Groupe, et est basé sur les états financiers. Il est obtenu en deux étapes :

- Une première étape visant à reclassifier les postes des états financiers selon des natures permettant une lecture plus économique du bilan.
- Une seconde étape visant à exclure les actifs et passifs des filiales d'assurance et à compenser les opérations de pensions livrées et de prêt/emprunts de titres, les opérations de dérivés, les comptes de régularisation et les dépôts en banques centrales.

Bilan fundé au Q3 2019



Bilan financé

Besoin	<ul style="list-style-type: none"> Pilotage interne Besoin COMFI
Client	<ul style="list-style-type: none"> PFS GBI GTR Ligne métier DFIN/EMR
Fréquence	Trimestrielle
Délai d'envoi	<ul style="list-style-type: none"> Jo+18
Périmètre de production	Publication sur le Groupe SG (pseudo prudentiel)
Contraintes	Production du bilan économique et du Wholesale Funding
Outil	<ul style="list-style-type: none"> Figaro+ macro Excel
Equipe de production	DFIN/EMR QAP/PIA

LES DIFFERENTS BILANS PRODUITS PAR EMR

4. Le bilan échéancé

Il décline par échéances, les éléments d'actif et de passif du bilan du groupe et est produit à partir des données de liasses IFT de FIGARO.

Bilan échéancé au Q4 2018

4.9.5 BILAN ÉCHÉANCÉ

Les principales lignes des passifs financiers sont présentées dans la note 3.13 des états financiers consolidés, selon le modèle suivant :

TABLEAU 41 : BILAN ÉCHÉANCÉ

PASSIFS FINANCIERS

(en M EUR)	Note aux états financiers consolidés	31.12.2018				Total
		0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Banques centrales		5 721	0	0	0	5 721
Passifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Note 3.1	201 740	14 444	8 909	11 044	236 137
Dettes envers les établissements de crédit	Note 3.6	26 897	26 560	20 135	21 114	94 706
Dettes envers la clientèle	Note 3.6	337 374	36 027	22 013	21 404	416 818
Dettes représentées par un titre	Note 3.6	26 034	25 017	37 348	27 940	116 339
Dettes subordonnées	Note 3.9	355	2	52	12 905	13 314

NB. Les hypothèses d'échéancement de ces passifs sont exposées dans la note 3.13 des états financiers consolidés. En particulier, les données sont présentées, hors intérêts prévisionnels et hors dérivés. Ne sont donc pas échéancés l'impact de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et les intérêts courus au 31 Décembre 2018.

AUTRES PASSIFS

(en M EUR)	Note aux états financiers consolidés	Non échéancé	31.12.2018				Total
			0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Passifs d'impôts	Note 6.3	0	0	771	0	386	1 157
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 257	0	0	0	0	5 257
Autres passifs	Note 4.4	0	76 629				76 629
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	Note 2.5	0	0	10 454	0	0	10 454
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	Note 4.3	0	12 317	8 891	35 102	73 233	129 543
Provisions	Note 8.3	4 605	0	0	0	0	4 605
Capitaux propres		65 809	0	0	0	0	65 809

ACTIFS FINANCIERS

(en M EUR)	Note aux états financiers consolidés	31.12.2018				Total
		0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Caisse et banques centrales		93 309	733	1 597	946	96 585
Actifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Note 3.4	240 543	2 024	0	0	242 567
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Note 3.4	48 738	998	0	290	50 026
Titre au coût amorti	Note 3.5	6 189	1 708	3 392	737	12 026
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	Note 3.5	48 248	2 618	4 614	5 108	60 588
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	Note 3.5	98 379	63 874	178 414	74 983	415 650
Opérations de location financement et assimilées	Note 3.5	2 605	6 355	17 760	4 859	31 579

AUTRES ACTIFS

(en M EUR)	Note aux états financiers consolidés	Non échéancé	31.12.2018				Total
			0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		338	0	0	0	0	338
Autres actifs	Note 4.4	0	67 446	0	0	0	67 446
Actifs d'impôts	Note 6	5 819	0	0	0	0	5 819
Participations dans les entreprises mises en équivalence		0	0	0	0	249	249
Immobilisations corporelles et incorporelles	Note 8.4	0	0	0	0	26 751	26 751
Écarts d'acquisition	Note 2.2	0	0	0	0	4 652	4 652
Actifs non courants destinés à être cédés	Note 2.5	0	1	13 496	2	3	13 502
Placements des activités d'assurances		0	29 743	6 569	31 189	79 267	146 768

Bilan échéancé

Besoin

- Document de référence /Pilier 3
- Rapports ad hoc pour les agences de rating

Client

- DFIN/INV
- AMF
- Agences de notation, investisseurs...

Fréquence Semestrielle

Délai d'envoi

- ~Jc+27 (délai ComFi)

Périmètre de production Groupe

Contraintes Groupe

Outil • Figaro + tactique (actuel)

Equipe de production DFIN/EMR/QAP/PIA

- Source : Société Générale, Document de référence 2019, p235 à 238

LES DIFFERENTS BILANS PRODUITS PAR EMR

5. Le bilan par devises du Groupe est produit par DFIN/EMR/QAP/PIA à partir des liasses transfo (IFT) :

- En annuel, sur le périmètre statutaire, il est publié dans les Notes annexes aux états financiers (Source: Société Générale, Document de référence 2019)

NOTE 8.5 Opérations en devises

(En MEUR)	31.12.2018				31.12.2017			
	Actif	Passif	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif*	Passif	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	767 029	831 415	28 393	32 198	739 218	790 479	27 723	31 949
USD	257 257	213 653	40 461	41 579	263 408	229 177	51 273	41 661
GBP	44 372	44 012	28 709	10 159	42 140	37 804	15 021	10 321
JPY	68 895	67 273	24 519	33 531	57 884	54 176	17 753	24 588
AUD	5 244	6 663	7 798	6 707	6 284	7 035	4 830	5 910
CZK	35 612	35 102	208	783	34 562	36 175	572	766
RUB	12 286	7 406	113	90	13 938	10 590	37	88
RON	8 166	7 886	56	49	8 011	7 967	168	132
Autres devises	110 567	96 018	24 195	18 514	109 683	101 725	32 740	27 191
TOTAL	1 309 428	1 309 428	154 452	143 610	1 275 128	1 275 128	150 117	142 606

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2018, à la suite d'un changement d'imputation par devises des opérations réciproques.

- En trimestriel, sur le périmètre prudentiel pour déterminer les devises significatives dans lesquelles doivent être reportés les ratios LCR et NSFR (selon l'art 415 de la CRR)

Devise	Q3 2019 (KEUR)			Q2 2019 (KEUR)			Q1 2019 (KEUR)		
	ACTIF	PASSIF	Poids de la devise au passif	ACTIF	PASSIF	Poids de la devise au passif	ACTIF	PASSIF	Poids de la devise au passif
AUD	5 021 674	5 871 487	0,5%	4 493 451	6 603 458	0,5%	5 350 815	6 796 104	0,6%
AUTRES	101 860 018	66 806 665	5,3%	80 808 984	67 986 807	5,5%	83 579 146	72 452 267	5,9%
CHF	18 590 652	12 067 718	1,0%	17 141 998	13 176 378	1,1%	15 592 451	11 482 997	0,9%
CZK	39 922 155	36 327 157	2,9%	40 288 457	36 801 029	3,0%	37 965 262	35 351 239	2,9%
DKK	1 859 082	1 045 448	0,1%	1 934 479	1 074 195	0,1%	1 723 015	1 052 112	0,1%
EUR	677 534 549	720 404 362	57,1%	685 213 966	707 045 321	56,8%	669 353 303	708 115 989	57,9%
GBP	47 305 421	46 581 402	3,7%	49 781 034	45 917 219	3,7%	52 527 421	47 287 317	3,9%
JPY	69 967 208	56 937 573	4,5%	52 617 261	43 726 869	3,5%	53 988 313	50 322 808	4,1%
RON	6 826 867	7 836 057	0,6%	6 015 449	7 769 285	0,6%	7 614 600	7 640 150	0,6%
RUB	12 191 999	9 247 637	0,7%	13 850 258	9 241 007	0,7%	12 799 624	8 738 141	0,7%
SEK	3 028 390	2 143 896	0,2%	2 051 421	1 906 799	0,2%	1 603 770	1 876 541	0,2%
USD	278 038 198	296 876 825	23,5%	289 545 083	302 493 469	24,3%	281 503 564	272 485 627	22,3%
Total	1 262 146 216	1 262 146 226	100,0%	1 243 741 841	1 243 741 835	100,0%	1 223 601 286	1 223 601 293	100%

GLOSSAIRE

ABL : Agrégat bilanciel de liquidité

ACPR : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

AFS : Available For Sale

BCE : Banque Centrale Européenne

CTR : Catégorie Tiers Réglementaire

LCR : Liquidity Coverage ratio

MRP : Machine Risk Paris

NSFR : Net Stable Funding Ratio

IFRS : International Financial Reporting Standard

PCEC : Plan de Compte des Etablissements de Crédit

PCI : Plan de Comptes Interne

PCG : Plan de Comptes Général

PRC : Plan de Reporting Consolidé

RWA : Risk Weighted Assets

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIETE
GENERALE**